

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1976)
Heft: 384

Artikel: Démographie : pilule et natalité
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1023961>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

DÉMOGRAPHIE

Pilule et natalité

Les enjeux démographiques apparaissent peu à peu en clair dans les réflexions menées ici et là sur l'avenir de notre pays. Il était temps ! Mais certaines contre-vérités pèsent encore lourd dans la balance. Ainsi en est-il de l'influence de la « pilule » sur la natalité. Fixons donc quelques points de repère sur le sujet !

Le nombre de naissances en Suisse est en forte diminution. On dénombrait environ 94 400 naissances en 1960, 112 900 en 1964. Depuis, la baisse est continue d'une année à l'autre : en 1970, 99 200 naissances et seulement 78 500 en 1975. Et il y a lieu d'estimer que le phénomène se poursuivra encore. Or le taux de natalité, de 19,2 naissances pour 1000 habitants en 1964, est tombé à 12,3 ‰ en 1975. Pour les seuls ressortissants d'origine suisse, le taux n'est que de 10,5 ‰ !

Depuis 1970, les générations ne se renouvellent plus, c'est-à-dire que, en simplifiant, les femmes en âge de procréation mettent moins d'enfants au monde que le nombre qui assurerait à terme leur remplacement. Celui-ci nécessite une descendance finale moyenne par femme de 2,15 enfants. Or dans les conditions de 1975, l'indice n'est que de 1,60. Virtuellement, la population, sur le territoire de la Confédération, est donc en voie de décroissance. Déjà, plusieurs cantons comptent plus de décès que de naissances parmi la population d'origine helvétique.

Dans tous les pays industrialisés

Ce phénomène n'est pas propre à la Suisse; dans tous les pays industrialisés, il y a une convergence des tendances à la baisse du nombre de naissances depuis une dizaine d'années. Le déclin de la natalité leur est commun, même si les taux de départ différent, et quelles que soient les mesures législatives en vigueur et les facilités d'accès aux moyens de contraception. Par exemple, des taux

de natalité parmi les plus bas d'Europe s'enregistrent en Italie du Nord. RFA et RDA ont déjà un mouvement démographique naturel négatif parmi leurs ressortissants. En Suisse, les taux des cantons à religion dominante catholique sont en voie de rejoindre ceux des « cantons de plaine », à dominante protestante pour la plupart.

Commencée au XVIII^e ou au XIX^e siècle, la baisse de la natalité, malgré des fluctuations conjoncturelles, est un phénomène de tendance séculaire dans les pays économiquement développés à l'heure actuelle. Mais après la deuxième guerre mondiale, il y eut dans la plupart des pays une augmentation du nombre des naissances. Au début des années 60, peu de personnes estimaient possible un renversement aussi rapide et d'une telle ampleur.

Déjà dans les années trente

D'aucuns croient et affirment hâtivement que la « pilule » est la seule responsable d'une dénatalité qu'ils désapprouvent. Or la « pilule » est un moyen qui assure une plus grande maîtrise de la contraception; elle peut certes renforcer la tendance à la baisse; mais elle ne saurait être considérée comme une cause en soi. Déjà dans les années 30, lors de la grande dépression économique, notre pays avait connu, en l'absence des moyens modernes de contraception, une dénatalité sensible. D'autres exemples pourraient être cités à l'appui.

En fait, la baisse générale du nombre de naissances tient à des causes multiples, liées entre elles. Par exemple : concentration urbaine et industrialisation; cherté et faible espace du logement; coût élevé de l'éducation de l'enfant et faibles compensations financières des mesures destinées à la famille; activité féminine rémunérée, qui peut entrer « en concurrence » avec l'enfant car il représente une perte de salaire; depuis 1974, insécurité de l'emploi. Par ailleurs, des causes psycho-sociales non quantifiables entrent davantage en ligne de compte : distanciation envers certains comportements traditionnels, élévation du

niveau d'instruction, sentiment d'inégalités sociales, scepticisme et même craintes face à l'avenir avec la mondialisation des problèmes, croissance démographique dans le tiers monde, permanence des guerres, recherche des loisirs et aspirations à une autre qualité de vie, etc. (cette liste n'est de loin pas exhaustive).

L'énumération de ces causes diverses montre combien l'explication de la baisse de la natalité par le seul recours à la pilule est simplificatrice. Schématiquement, le seul motif décisif de la baisse de la natalité réside dans une motivation des couples de limiter le nombre de leurs enfants. Liée à de nombreux facteurs psycho-sociologiques, cette motivation, rarement exprimée de façon rationnelle, révèle un changement des idées et des mœurs, comme semble en témoigner cet autre phénomène qu'est la baisse, plus récente et plus brusque encore, du nombre de mariages : pour la Suisse, 46 700 en 1970, 35 200 en 1975.

Les comportements démographiques de la population ne se manipulent pas dans un pays comme le nôtre. Selon toute probabilité un surcroît d'avantages matériels accordés au bénéfice de la famille n'auraient qu'une faible incidence sur le nombre d'enfants souhaités par les couples et sur leur descendance réelle. En revanche, ce serait répondre à l'équité que de prendre des mesures permettant aux familles de ne pas être pénalisées dans une société où l'accès aux biens matériels est devenu une incitation permanente. En outre, certains encouragements pronatalistes, et verbaux uniquement, réduisent, de manière implicite, la famille au rang de reproductrice des conditions économiques présentes; d'autres font peu de cas de la liberté des couples ou ramènent l'enfant au rang de bien économique.

Un faux débat

L'enfant n'est pas un moyen; il est une fin; tel devrait être l'axe essentiel de réflexion. Accuser la « pilule » de la baisse de la natalité est un faux débat. La dénatalité est un révélateur des transformations qualitatives de notre société. Il con-

vient de s'interroger sur les raisons profondes de ce phénomène, sur sa signification, sur ses conséquences économiques, sociales et culturelles; et de rappeler ceci, qui n'est pas un paradoxe : la baisse prolongée de la natalité va accentuer le vieillissement de la population, défini comme l'augmentation de la proportion des personnes âgées. Vers l'an 2000, la Suisse comptera vraisemblablement autant d'habitants âgés de plus de soixante ans que de jeunes de moins de vingt ans. C'est l'un des rares aspects mesurables et quasi certains de la diminution du nombre de naissances.

Des centrales nucléaires pour tous, tous pour l'Etat

Lentement mais sûrement, la polémique et la réflexion sur l'énergie nucléaire s'enlisent dans notre pays (après beaucoup d'autres) dans des querelles d'experts dont on ne voit guère si elles déboucheront finalement sur un diagnostic clair et fiable : les rapports succèdent aux rapports pour se neutraliser en fin de compte, les signatures les plus prestigieuses s'équilibrent dans une inflation de déclarations « autorisées »... Reste, sur le plan politique, la question, qui nous paraît primordiale, de l'organisation du « pouvoir nucléaire ». Et là, une réponse semble s'imposer qui est esquissée, à larges traits, ci-dessous. (Réd.)

Dans un livre paru il y a environ vingt ans et dont le titre était, sauf erreur, « La nouvelle guerre du pétrole », André Fontaine mettait en évidence le rôle que le pétrole jouait à l'époque dans les luttes d'influences entre « grands » et « super-grands ». Déjà à ce moment-là, l'énergie était au centre du débat. Le pétrole était en passe de devenir la ressource fondamentale. On le croyait encore abondant presque à l'infini et on

avait déjà investi dans son développement des montants énormes. La « nécessité » de rentabiliser ces montants devenait la motivation première. Fontaine disait que si besoin était, on nous le ferait bouffer, ce pétrole (on peut d'ailleurs remarquer que des progrès ont été faits depuis dans ce sens, puisque l'on a conçu des usines à protéines utilisant le pétrole comme matière de base et mettant à profit l'action de certaines bactéries capables de transformer les hydrocarbures). Le pétrole avait du reste des concurrents potentiels et même si leur impact n'était pas trop menaçant dans l'immédiat, on les craignait à long terme. La voiture électrique, par exemple, était considérée comme une bête noire et, selon Fontaine, on s'est fort bien arrangé à ce moment pour étouffer dans l'œuf toute velléité de lancer ce développement.

Les temps ont changé. Les investissements pétroliers ont pu être rentabilisés et l'on a fait des bénéfices considérables. Les limites des réserves de pétrole se sont dessinées à l'horizon. On a alors démarré une autre grande aventure, le nucléaire. C'est quelque chose de plus compliqué. Il y a beaucoup de problèmes techniques, des problèmes de sécurité. Il y a des déchets. Mais on s'est quand même jeté à l'eau et au fil des ans les investissements sont eux aussi devenus énormes et l'on se retrouve assurément de nouveau devant la « nécessité » de rentabiliser ces investissements. Alors on ne voit pas d'un très bon œil les technologies alternatives qui permettraient de s'en sortir sans le nucléaire.

Par ailleurs, le nucléaire, plus encore que le pétrole, offre à ceux qui en détiennent les leviers de commande, l'immense avantage d'une centralisation presque complète. Chaque citoyen est connecté à un fil électrique et en dépend irrémédiablement. Alors on est très favorable à cette technologie.

C'est qui « on » ? En gros, c'est l'Etat-nation, l'ensemble de ceux qui sont, comme on dit, au pouvoir. Pour eux, la plus grande catastrophe serait que les citoyens redeviennent indépendants.

Et devenir indépendant énergétiquement par l'application de technologies douces serait déjà un pas important dans cette lamentable direction ! Cela favoriserait un monde composé de voisinages, de petites régions. Il y aurait beaucoup moins de gens très importants pour couper des rubans (par exemple, pour inaugurer une centrale nucléaire qui va assurer, Mesdames et Messieurs, notre indépendance nationale énergétique et nous permettre de préserver notre démocratie et notre liberté) ou pour nous expliquer les idéaux (les leurs) vers lesquels nous devons tendre. De ce monde-là, « on » n'en veut pas. Ce refus irrémédiable vient d'une certaine corruption que le pouvoir exerce sur ceux qui le détiennent et qui a ceci de particulier qu'elle fait croire à ces mêmes personnes qu'elles ne sont pas le moins du monde corrompues par le pouvoir. Après tout, ne font-elles pas leur devoir au plus près de leur conscience, ne se sacrifient-elles pas par un travail éreintant sur l'autel de l'intérêt du pays (moyennant un salaire pas trop misérable, c'est entendu, et peut-être aussi quelques satisfactions d'amour-propre).

L'enjeu me paraît donc important, même s'il ne ressort presque jamais de la rhétorique officielle. Cette centralisation outrancière que l'on nous propose est inquiétante, voire très dangereuse et nous sommes déjà fortement engagés dans cette voie. Lorsque l'on aura mis en chantier des centrales de production d'énergie à 2 milliards la pièce, qu'il faut dix ans pour construire, on disposera de toute une bonne logique économique pour démontrer qu'on ne peut plus faire marche arrière. Et si d'aventure la demande d'énergie ne suivait pas la courbe ascendante escomptée, on sera tenté d'encourager la consommation quels qu'en soient les buts et les inconvénients. Tôt ou tard, il faudra bien rompre ce cercle vicieux.

Il me semble que cette rupture ne se fera pas sans quelques petits hoquets. Mais, à mon avis, plus on les provoquera tôt, mieux on sera encore en mesure de les supporter.

P. Lehmann